
 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p>Direction des Politiques Economique et Internationale</p> <p>Service de la Production et des Marchés</p> <p>Sous-direction de l'Elevage et des Produits Animaux</p> <p>Bureau des bovins et des ovins</p> <p>Adresse : 3 rue Barbet de Jouy 75349 PARIS 07 SP</p> <p><b>Suivi par :</b> Jean-François RAVISE</p> <p><b>Tél :</b> 01.49.55.46.46 <b>Fax :</b> 01.49.55.80.26 <b>Réf. interne :</b> <b>Réf. Classement</b></p>	<p><b>CIRCULAIRE</b></p> <p><b>DPEI/SPM/SDEPA/C2002-4023</b></p> <p><b>Date : 26 AVRIL 2002</b></p>
--	---	---

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

à

 Nombre d'annexes :

Mesdames et Messieurs les Préfets

**Objet :** Constatation des prix sur les marchés représentatifs de bovins vifs et cotation des bovins à l'entrée en abattoir.

**Bases juridiques :** Circulaire DPEI/SPM/C97/N° 4020 du 28 avril 1997  
Circulaire DPEI/SPM/C2001-4035 du 14 juin 2001

**Résumé :** La présente circulaire précise les conditions de fonctionnement des commissions locales de cotations pour les marchés en vif et des commissions régionales de cotations des gros bovins morts, compte tenu de l'expérience acquise dans ce domaine et des modifications souhaitées pour l'amélioration du dispositif.

**Mots-clés :** bovins, constatation des prix sur les marchés en vif, cotation entrée-abattoir

Plan de Diffusion	
<p>Pour exécution :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Messieurs les Préfets de région et de département</li> <li>- Mmes et MM les DRAF</li> <li>- Mmes et MM les DDAF</li> <li>- Monsieur le directeur de l'OFIVAL</li> </ul>	<p>Pour information :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Administration Centrale</li> <li>- COPERCI</li> <li>- ACOFA</li> <li>- Messieurs les directeurs des marchés de référence</li> </ul>

L'établissement des cotations est un élément clé de l'organisation commune de marché de la viande bovine (OCM). En effet, les cotations sont l'outil essentiel de suivi et de gestion du marché, puisqu'elles permettent d'apprécier objectivement la situation et servent de repère principal pour le déclenchement des mesures de gestion. Leur précision est donc nécessaire au juste et efficace fonctionnement de l'OCM. De plus, la succession des crises survenues au sein de la filière bovine a eu pour effet d'accroître l'attention portée par les représentants des organisations professionnelles sur le dispositif de cotation, compte tenu de son intérêt informatif pour les transactions commerciales, tant sur les marchés en vif qu'à l'entrée de l'abattoir.

Afin d'améliorer la pertinence des cotations établies et de favoriser leur représentativité par rapport à la segmentation du marché, il est proposé, pour les marchés en vif, de définir un seuil minimal d'animaux présents par catégorie nécessaire pour en établir la cotation et, pour les cotations entrée-abattoir, d'intégrer, en fonction des pratiques régionales, une cotation au tiers de classe.

Le fonctionnement et les méthodes de travail des commissions locales de cotations en vif et des commissions régionales de cotations entrée-abattoir sont donc complétés comme suit.

## **1. Cotations des gros bovins sur les marchés en vif**

Chaque commission se réunit à jour fixe chaque semaine, à la suite du marché.

A partir des informations précises recueillies sur le marché, la commission établit la cotation dès la fin des transactions. La commission constate le prix moyen le plus fréquemment pratiqué sur le marché, ainsi qu'autant que possible, les prix maximal et minimal pratiqués. Les gros bovins sont cotés par catégorie et conformation.

Les classes (catégorie/conformation) pour lesquelles moins de 10 animaux ont fait l'objet d'une transaction ne pourront plus être cotées, **même à des fins de publications locales**.

Toutefois, une exception est faite pour les taureaux, pour lesquels ce seuil minimum est requis pour l'ensemble de la catégorie, toutes conformations confondues.

Ce seuil de 10 animaux ne sera pas examiné par la commission locale de cotation à l'issue de chaque marché mais en fonction **d'un système de comptage mensuel réalisé par les agents de l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (OFIVAL)**.

En fonction des résultats de ces enquêtes, l'OFIVAL fera parvenir au président de chaque commission locale de cotation, pour chaque marché de référence, un exemplaire du procès-verbal type dont les cases de la grille de cotation auront été noircies pour les classes dont les effectifs sont insuffisants. La situation de chaque marché sera **revue chaque mois, en fonction de la moyenne des résultats des comptages mensuels**, pour tenir compte de la saisonnalité des apports.

## 2. Cotations régionales entrée-abattoir

Partant du constat que la détermination de la valeur de la carcasse se fait de plus en plus sur la base d'un classement au tiers de classe de conformation et que cette pratique est aujourd'hui relativement courante dans les grandes entreprises et dans l'Ouest de la France, il est souhaitable, afin d'atteindre une meilleure représentativité des cotations établies, que le système d'observation des prix accompagne la généralisation de cette tendance et sa concrétisation en tant que référence officielle. En outre, l'équipement des abattoirs en machines à classer devrait progressivement amplifier cette évolution.

D'un point de vue réglementaire, la prise en compte du classement au tiers de classe est couverte par l'article 3 paragraphe 3 du règlement CE n°1208/81 du Conseil établissant la grille communautaire de classement des carcasses de gros bovins.

En conséquence, dans les régions de cotation où cette pratique est majoritaire et pour lesquelles la transmission, à l'OFIVAL, des informations d'achats au tiers de classe des entreprises du réseau régional représentent plus de 50 % du volume d'abattage du réseau, l'établissement de la cotation des gros bovins entrée-abattoir peut être maintenant réalisée **au tiers de classe**.

La décision du passage à la cotation au tiers de classe est notifiée à l'OFIVAL, par le président de la commission régionale de cotation, après avis de cette même commission. Celui-ci dépend notamment de l'examen des éléments transmis par l'OFIVAL sur les pratiques des entreprises de la région et les informations qu'elles sont susceptibles de fournir en matière de cotation au tiers de classe.

Jusqu'à ce qu'elle soit établie par l'ensemble des 10 régions de cotation, la cotation au tiers de classe n'aura qu'une diffusion régionale. L'OFIVAL ne diffusera que la classe de conformation centrale des cotations régionales (c'est à dire la sous-classe "="). La cotation nationale sera calculée à partir des classes centrales de conformation des cotations régionales.

Le Sous-Directeur de l'élevage et  
des Produits Animaux

Christian Berger